



On pourrait dire que la lutte contre le sida est à un tournant. La conférence de Vienne faisant le constat de la rareté des ressources et des promesses de dons, a voulu interpeller les dirigeants du monde. Avec le président du Réseau d'accès aux médicaments essentiels (RAME), Simon Kaboré, que nous avons rencontré le mercredi 11 août dernier, nous avons évoqué les enjeux de cette crise du financement de la lutte contre cette pandémie. Pour lui, les conséquences seraient catastrophiques pour les pays pauvres...

"Le Pays" : Votre structure a pris part à la dernière conférence internationale sur le sida tenue à Vienne. Pouvez-vous revenir sur les grandes questions qui y ont été débattues ?

Simon Kaboré : Comme le savez, cette conférence aborde généralement les problématiques actuelles liées à la lutte contre le VIH/sida, notamment les financements, le positionnement des différents pays sur les droits des personnes vivant avec le VIH/sida (PVVIH), les découvertes scientifiques et des recommandations sur les protocoles de prise en charge. Par exemple, l'utilisation des traitements comme mesures de prévention a été évoquée. La tendance aujourd'hui, c'est d'élargir au maximum l'accès aux ARV. Les études démontrent à l'heure actuelle que les personnes sous ARV, avec une charge virale indétectable, sont moins contagieuses et souvent à la limite au niveau zéro. Si on arrive à le faire, on réduira le taux d'infection. L'autre aspect, c'est la découverte de nouvelles molécules en Europe (sous forme injectable), qui sont souvent plus efficaces, moins contraignantes en termes de prise et moins nocives en termes d'effets secondaires indésirables. Malheureusement, elles ne sont pas

encore accessibles pour l'Afrique parce qu'elles sont sous brevet. En ce qui concerne les financements, la situation actuelle est caractérisée par la rareté des ressources.

La lutte contre le VIH/sida est fondamentalement financée de nos jours, surtout dans nos pays pauvres, par le Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose. Et ce fonds est alimenté par les dons des pays développés, notamment ceux du G8. Il se trouve qu'avec la crise financière, certains veulent réduire leurs contributions alors que nous sommes à un niveau où le fonds a des acquis et a suscité beaucoup de besoins sur le terrain. On est dans une crise de financement de la lutte contre cette pandémie. La conférence de Vienne était donc l'occasion d'interpeller les décideurs politiques. Il y a la conférence de reconstitution du Fonds mondial en octobre prochain et il faut que les pays du G8 revoient leurs promesses afin qu'elles soient à la dimension des besoins sur le terrain. Dans le même chapitre, le plaidoyer sur le financement table sur des mécanismes plus solides et pérennes. Les activistes proposent ainsi une micro-taxe sur les transactions financières au niveau international, qui pourrait générer près de 4 milliards de dollars par an.

En tant que responsable d'association, êtes-vous satisfait des décisions prises à Vienne ?

En réalité, aucune décision ne se prend à cette conférence qui puisse être opérationnelle sur le terrain. Ce sont des occasions pour interpeller, influencer ou faire des recommandations. Nous ne serons satisfaits que quand les pays du G8 auront revu à la hausse les promesses de dons au Fonds mondial comme les Etats-Unis s'y sont engagés.

Concrètement, quelles pourraient être les conséquences si, dans les 5 prochaines années, les financements continuaient à se réduire de façon drastique ?

Les conséquences seraient très catastrophiques. Quand vous prenez le cas du Burkina comme d'ailleurs ceux des autres pays d'Afrique, près de 80 à 90% des personnes sous ARV le sont sous le financement du Fonds mondial. Si ces financements s'arrêtent, c'est tout ce monde qui ne sera plus sous ARV et ceux qui attendent les traitements ne seront plus pris en charge. Au-delà des traitements, tous les programmes de prévention risquent de s'arrêter ainsi que l'accompagnement psychosocial. On n'ose pas imaginer les conséquences. Ce serait un tsunami sanitaire. C'est pour cela qu'on continue le plaidoyer pour que les décideurs reviennent sur leurs positions.

Il nous est revenu que le dossier du Burkina a été une fois de plus recalé au niveau du Fonds mondial. Qu'est-ce qui explique cette situation ?

Le fonds mondial fonctionne par appel à projets et il invite les pays à soumettre leurs requêtes. Effectivement, à la série 8 de cet appel à propositions(en 2008), le Burkina a soumis 3 requêtes, sur le paludisme, la tuberculose et le VIH/sida. Malheureusement pour la dernière requête, le panel des techniciens a trouvé que notre proposition n'était pas suffisamment consistante pour être financée. On nous a recommandé de revoir notre copie pour une autre série d'appels à projets. Quand la série 9 a été lancée, le Burkina a repris sa requête. Malheureusement, une fois de plus, les recommandations du panel des techniciens n'était pas

favorable à notre requête. Nous avons demandé à nos autorités de faire un recours parce que les commentaires des techniciens ne concordaient pas avec la décision prise. Effectivement, le dossier comportait des insuffisances mais elles n'étaient pas de nature à motiver son rejet. Et d'ailleurs, ces insuffisances pouvaient être corrigées et la proposition du Burkina validée pour financement. Les autorités nous ont suivis pour le recours mais la décision est restée la même.

Cela est-il inquiétant pour la lutte contre le VIH/sida au Burkina ?

La requête actuelle du Burkina s'achève en fin 2011. Si d'ici-là, nous n'avons pas de financements pour continuer, la majorité de ceux qui sont sous ARV risquent d'avoir d'énormes problèmes. Il faut se plaindre maintenant parce que nous sommes en train d'élaborer le round 10 à soumettre au Fonds mondial. Connaissant le processus d'acceptation de financement, de signature de convention et du premier décaissement, nous risquons d'avoir les premiers fonds assez tard, peut-être en fin 2011 ou en 2012. Nous craignons donc une certaine rupture et nous n'osons pas imaginer que le dossier soit rejeté. Nous devons réussir l'appel à propositions pour la série 10 qui est en élaboration. Le dernier délai pour le dépôt au fonds mondial à Genève, c'est le 20 août prochain ; les équipes s'activent pour une requête sur le VIH/sida et pour une composante sur le renforcement du système de santé.

Faut-il avoir des craintes ?

Là où il faut s'inquiéter, c'est que le Fonds mondial a adopté cette année des mesures plus restrictives pour donner suite aux requêtes. D'autres critères, qui vont au-delà de la qualité des documents soumis, ont été introduits comme le poids de la maladie sur le pays.

Il y a de plus en plus des critiques sur l'argent de la lutte contre le sida. Y a-t-il une certaine orthodoxie financière dans la gestion des financements au Burkina ?

La position du RAME a toujours été qu'il faut rester vigilant sur ces questions de bonne gouvernance et de transparence. Le niveau zéro n'existe pas pour ce qui est des détournements. Nous avons souvent entendu parler de mauvaise gestion des fonds dans la lutte contre le VIH/sida. Nous devons avoir le courage de nous évaluer et de relever ce qui ne va pas. Le fonds mondial offre des outils pour la planification mais il est très regardant sur l'utilisation de ses ressources. Il a un système indépendant pour le contrôle. Personnellement, nous nous réservons aujourd'hui de dire qu'il y a eu détournement ou pas. Mais soyez sûr que si le fonds mondial identifie un problème de gestion au Burkina à travers ses audits, il va le publier sur son site. Actuellement, vous pourrez y voir des problèmes de détournement de ressources signalés au Mali, au Cameroun, au Kenya etc. Nous espérons que ceux qui sont chargés de la gestion des fonds au Burkina mettent tout en œuvre pour que cela n'arrive pas chez nous.

Par Dayang-ne-Wendé P. SILGA

Le Pays